

# ACTION URGENTE

## UN MILITANT SYRIEN DES DROITS HUMAINS DE NOUVEAU ARRÊTÉ

**Le militant des droits humains Mohammed Najati Tayyara, âgé de 65 ans, est détenu depuis le 12 mai à la suite d'entretiens qu'il a accordés aux médias au sujet des violences du gouvernement syrien à l'encontre des manifestants réformistes. Bien qu'un juge ait ordonné sa libération sous caution le 29 août, il aurait été de nouveau arrêté le jour même par le Service de renseignement de l'armée de l'air et battu en détention.**

**Mohammed Najati Tayyara**, instituteur retraité, a été arrêté le 12 mai par des agents de la Sécurité politique qui ont arrêté le véhicule à bord duquel lui et un ami circulaient dans la ville de Homs (nord-ouest du pays). Selon une source en Syrie, il a été déféré devant un juge d'un tribunal pénal et inculpé, au titre de l'article 286 du Code pénal syrien, de « diffusion sur le territoire syrien de fausses informations susceptibles de porter atteinte au moral de la nation ». Il a été conduit à la prison centrale de Homs et maintenu à l'étroit, dans une cellule avec quelque 300 autres détenus et une seule toilette à partager entre eux, semble-t-il.

Le 29 août, un juge a ordonné sa libération sous caution dans l'attente de son procès. Cependant, selon une source syrienne, alors qu'il attendait en prison d'être libéré, il a été de nouveau arrêté par des agents du Service de renseignement de l'armée de l'air qui l'ont emmené au centre de détention appelé « prison d'al Boloneh », dirigé par le Service de renseignement militaire, à Homs. Il semble qu'il y a été frappé à la tête et au visage pendant un interrogatoire et qu'il a été renvoyé 11 jours plus tard à la prison centrale de Homs, où il demeure. Mohammed Najati Tayyara a besoin de médicaments quotidiennement pour son hypertension et souffre également, semble-t-il, d'un cancer de la prostate. Amnesty International est donc d'autant plus inquiète pour son bien-être.

Il a récemment accordé plusieurs entretiens aux médias, notamment à Al Jazira et à la BBC, au sujet d'attaques des forces de sécurité syriennes à l'encontre de manifestants réformistes à Homs. Il a publiquement appelé le président syrien, Bachar el Assad, à cesser d'avoir recours à la violence contre les manifestants. Amnesty International craint qu'il ne soit détenu uniquement pour avoir exercé pacifiquement son droit à la liberté d'expression, ce qui ferait de lui un prisonnier d'opinion.

### **DANS LES APPELS QUE VOUS FEREZ PARVENIR LE PLUS RAPIDEMENT POSSIBLE AUX DESTINATAIRES CI-APRÈS (en anglais, en arabe, en français ou dans votre propre langue) :**

- dites-vous préoccupé à l'idée que Mohammed Najati Tayyara soit détenu uniquement pour avoir exprimé son avis sur les actions des forces de sécurité contre les manifestants réformistes, auquel cas il est un prisonnier d'opinion et doit être libéré immédiatement et sans condition ;
- faites part de l'inquiétude que vous inspire également le fait que son maintien en détention semble être illégal car il va à l'encontre d'une décision rendue par un tribunal en faveur de sa libération ;
- exhortez les autorités à prendre toutes les mesures nécessaires pour qu'il soit protégé de la torture et de toute autre forme de mauvais traitement et qu'il bénéficie de tous les soins médicaux dont il a besoin.

### **ENVOYEZ VOS APPELS AVANT LE 26 OCTOBRE 2011 À :**

Président de la Syrie  
President Bashar al-Assad  
Presidential Palace  
al-Rashid Street  
Damas, Syrie  
Fax : +963 11 332 3410  
**Formule d'appel : Your Excellency, /**  
**Monsieur le Président,**

Ministre de la Défense  
His Excellency General Dawood Rajiha  
Ministry of Defence  
Omayyad Square, Damas  
Syrie  
Fax : +963 11 666 2460  
**Formule d'appel : Your Excellency, /**  
**Monsieur le Ministre,**

**Copies à :**  
Ministre de l'Intérieur  
His Excellency Major General Mohamad  
Ibrahim al-Shaar  
Ministry of Interior  
'Abd al-Rahman Shahbandar Street  
Damas, Syrie  
Fax : +963 113110554

**Veillez également adresser des copies aux représentants diplomatiques de la Syrie dans votre pays (adresse(s) à compléter).**

Vérifiez auprès de votre section s'il faut encore intervenir après la date indiquée ci-dessus. Merci.

**AMNESTY  
INTERNATIONAL**



# ACTION URGENTE

## UN MILITANT SYRIEN DES DROITS HUMAINS DE NOUVEAU ARRÊTÉ

### INFORMATIONS GÉNÉRALES

Les différents services de sécurité et de renseignement syriens jouissent depuis plusieurs décennies de vastes pouvoirs spéciaux, non soumis au contrôle des autorités judiciaires, qui entraînent un recours très répandu à la détention arbitraire et au secret, à la torture et à d'autres formes de mauvais traitements à l'encontre des suspects politiques. Depuis mars 2011, le nombre de signalements d'actes de torture et d'autres mauvais traitements en détention a considérablement augmenté.

Depuis que les manifestations en faveur de la réforme se sont transformées en mouvements de protestation de grande ampleur à la mi-mars, plusieurs milliers de personnes ont été arrêtées à travers le pays par les forces de sécurité syriennes. Ces manifestations, pacifiques pour la plupart, appellent à davantage de droits et de libertés ainsi qu'à la fin du régime du président Bachar el Assad. Les autorités ont répondu par la brutalité à grande échelle pour étouffer la contestation. Amnesty International a reçu de nombreuses informations indiquant que des détenus ont été victimes de torture ou d'autres mauvais traitements, faisant notamment état de plus de 90 décès en détention, bien souvent, semble-t-il, à cause de ces violences. Les victimes étaient âgées de 13 à 72 ans. L'organisation a également recueilli environ 2 100 noms de personnes qui auraient été tuées depuis la mi-mars dans le cadre des manifestations. La plupart semble avoir été abattues par des membres des forces de sécurité utilisant des balles réelles, alors qu'elles participaient à des manifestations pacifiques ou assistaient aux obsèques d'autres personnes ayant trouvé la mort dans des manifestations.

Homs a été le théâtre de nombreuses manifestations de grande ampleur réprimées par les forces de sécurité. Cette ville a été gravement touchée par l'intensification de la répression des mouvements de protestation en faveur de la réforme : Amnesty International y a recensé plus de 430 personnes tuées dans le cadre des manifestations jusqu'à la mi-août, dont plus de 200 sont mortes au cours des deux premières semaines d'août. Parmi les victimes, 40 seraient mortes en détention, dont 11 les deux premières semaines d'août. Le 1<sup>er</sup> septembre, Amnesty International a publié une Action urgente traitant de la détention au secret du neveu de Mohammed Najati Tayyara, Mohamed Iyyad Tayyara, également militant des droits humains. Ce dernier a été arrêté le 28 août et est depuis détenu au secret. Il semblerait qu'il soit aux mains du Service de renseignement militaire, ce qui l'expose au risque d'être torturé et soumis à d'autres mauvais traitements. À la connaissance d'Amnesty International, les autorités n'ont pas indiqué pourquoi elles l'ont placé en détention, mais avant son arrestation, il rassemblait des informations sur les atteintes aux droits humains commises à Homs et les transmettait à des organisations de défense des droits humains, et il avait participé à des manifestations pacifiques (voir <http://www.amnesty.org/fr/library/info/MDE24/046/2011/fr>).

Mohammed Najati Tayyara est membre fondateur de la Société des droits humains en Syrie.

Nom : Mohammed Najati Tayyara  
Genre : homme

AU 273/11, MDE 24/053/2011, 13 septembre 2011